



L'intersyndicale locale Solidaires, CFDT, FO, CGT appelle à une nouvelle journée DGFIP morte le 14 novembre.

Grève nationale réussie le 16 septembre (plus de 50 % dans le 68), énième réunion de fausse concertation, rassemblements aux pieds des sites, marches revendicatives, envahissements de réunions, jeudi ou mardi noirs, grèves site par site, soutien et participations des élus aux actions, relais de la presse, tracts au public... Depuis des mois la détermination des agents est toujours là !

Que ce soit nationalement ou localement, il n'y a aucune inflexion ni marge de négociation sur le Nouveau Réseau de Proximité. Le DGFIP, M. Fournel et le DDFIP68, M. Giroudet restent sourds aux revendications des agents malgré tous les arguments avancés par les organisations syndicales.

Aucune modification sur les réorganisations de services avec toujours plus de concentrations de services et de suppressions de sites et la substitution de services de pleine compétence par des Maisons France Service (M.F.S.) et des Maisons de Services Au Public (M.S.A.P.).

4 SIE qui passent à la trappe, dont Ribeauvillé transféré au 1^{er} janvier 2020 dans la précipitation au mépris de ses agents, de ses équipes et de ses cadres en leur mentant.

3 SIP rayés de la carte, toutes les trésoreries supprimées, la rupture de la chaîne comptable entre Services de Gestion Comptable (SGC) et Conseillers aux Décideurs Locaux (CDL) toujours d'actualité, des « accueils de proximité » qui ne sont que de la poudre aux yeux des élus et des usagers.

Les agentes et agents du Haut-Rhin méritent mieux que de vagues propositions de télétravail, que d'hypothétiques mises en place d'antennes de travail à distance dont Giroudet nous dit déjà qu'elles ne seront de toute façon que provisoires, que de vagues possibilités de mises à disposition dans les MFS...



Nous sommes considérés au mieux comme des pions, au pire comme des variables d'ajustement dont il n'est tenu compte ni de leur avis ni de leur vie.

La situation s'aggrave même avec :

- la gestion du numéraire et les encaissements de créances transférés aux buralistes et à la FDJ ;
- l'annonce de l'unification du recouvrement fiscal et social ;
- le transfert des missions transverses sous l'autorité des préfets dans le cadre des secrétariats généraux communs ;
- les entraves (notamment la loi ESSOC) et propos calomnieux du Président de la République sur le contrôle fiscal ;
- la mise en place du nouvel accueil sur rendez-vous qui pénalise autant les usagers que les services ;
- des compressions de budgets insupportables...

C'est le démantèlement de toute la DGFIP qui est entamé !

La DGFIP a des devoirs en matière de risques psychosociaux qu'elle assume de manière irresponsable. Alors que les services sont déjà fragilisés, le NRP fait déborder le vase ! C'est pourquoi, les représentants des personnels de la DGFIP ont exercé solennellement leur droit d'alerte le 3 octobre. Nous refusons que la DGFIP, de concepts managériaux inappropriés en dérives de plus en plus fréquentes, devienne un deuxième France Télécom !

Tous ensemble et au même moment, unis et déterminés, nous pouvons obtenir le retrait du Nouveau Réseau de Proximité. Obtenons l'arrêt de toutes les réformes qui ne visent qu'à démanteler notre administration. Obtenons les moyens d'exercer pleinement toutes nos missions dans de bonnes conditions de travail.

Alors le 14 novembre, soyons toutes et tous en grève

